votez Sud Energie

Élections de février 2012

Profession de foi

Liste présentée par Sud Energie
et soutenue par 100 salariés

Du 6 au 10 février 2012 vont se dérouler les élections des représentants du Personnel au Conseil d'administration de GrDF. **Huit ans après le changement de statut de nos entreprises, l'heure est au bilan afin d'en tirer les conséquences et de proposer les changements nécessaires.**

Des entreprises dévoyées de leur mission de service public :

Le prix du gaz a augmenté de 60% depuis 2005, en raison d'une indexation absurde sur le prix du pétrole et des effets de la libéralisation.

Cette hausse des prix entraîne une augmentation alarmante de la précarité énergétique, alors que la part du budget des ménages consacrée à l'énergie ne cesse de s'alourdir.

Le service se dégrade, les moyens consacrés à la maintenance sont largement insuffisants.

La destruction d'une organisation qui fonctionnait :

Après la filialisation d'ErDF et GrDF, les équipes sont progressivement démixées, menaçant la pérennité des services communs et imposant une mise en concurrence absurde avec les collègues d'ErDF. Les réorganisations s'enchaînent, avec à la clé de plus en plus d'activités sous-traitées, des fermetures d'agences, des suppressions d'emplois.

Des salariés maltraités :

- une perte de sens du travail avec la disparition progressive des objectifs de service public au détriment d'une course à la rentabilité immédiate ;
- un management très dur basé sur l'infantilisation et la suspicion, et non sur la confiance ;
- une stratégie d'isolement des salariés, victimes des réorganisations, de la mise en concurrence avec leurs ex-collègues (d'ErDF, des services commerciaux, etc.), de l'externalisation de nombreuses activités, d'une individualisation de plus en plus grande des rémunérations ;
- un droit de grève attaqué (recours de plus en plus fréquent aux réquisitions, sanctions lourdes lors du conflit de 2009 – particulièrement à GrDF) ;
- un recul de l'âge de la retraite et une reconnaissance de la pénibilité qui s'amenuise

Des inégalités salariales croissantes :

Le salaire de base évolue moins vite que l'inflation depuis des années, tandis que les hauts salaires explosent. Ainsi, un jeune embauché en NR 30, échelon 4 touche à peine 1200€ nets (sans parler des salariés prestataires parfois encore moins payés), alors que M. Cirelli a presque multiplié par 6 sont salaire depuis 2005 pour dépasser les 2 millions d'€ et que M. Mestrallet gagnait 3,3 millions d'€ en 2010 (hors stock option et primes), ce qui en fait l'un des plus gros salaires du CAC40 !

SUD Énergie s'est toujours battu contre cette politique d'accaparement des biens publics au profit de quelques-uns et aux dépens de l'intérêt des salariés et des usagers.

La crise, qui ne cesse de s'aggraver depuis maintenant trois ans, sert de prétexte aux différents gouvernements européens et aux patrons pour approfondir la politique d'austérité qui est pourtant à l'origine de cette crise : blocage des salaires, recul de l'âge de la retraite, privatisations et dégradations des services publics. On le sait, une telle politique ne peut conduire qu'à une catastrophe économique, sociale et politique, à l'image de la Grèce.

NOS COMBATS

Au niveau interprofessionnel, nous continuerons à nous battre pour

la mise en place d'un service public de l'Énergie, incluant l'électricité, le gaz et le pétrole. Cela signifie que les différentes énergies doivent être considérées comme complémentaires les unes par rapport aux autres, et non en concurrence. Cela implique également d'interdire aux intérêts privés l'accès au secteur énergétique, pour que l'intérêt collectif et le service public reviennent au centre des préoccupations.
C'est à ces conditions que la transition énergétique qu'impose aujourd'hui la crise écologique pourra être menée sereinement, en garantissant à chacun le droit à l'énergie et en mettant un frein à la casse du modèle social de nos entreprises.

Au niveau de GrDF, nous continuerons à nous battre pour :

- Un bilan de la libéralisation du secteur ;
- L'arrêt des réorganisations incessantes et du développement de la sous-traitance,
- L'augmentation des effectifs et la réinternalisation des activités sous-traitées
- Le maintien de services communs avec ErDF, en nous opposant à la mise en concurrence des salariés d'ErDF et de GrDF,
- Une répartition plus juste des richesses de l'entreprise, passant notamment par :
  - des augmentations égales pour tous et non en pourcentage du salaire : lorsque les salaires de 6000€ sont augmentés de 5% - soit 300€, nous exigeons que les salaires de 1500€ augmentent également de 300€ … et non de 75€ comme c'est le cas aujourd'hui,
  - des primes égales pour tous (ex : primes d'astreinte, de déplacement, de quart),
  - des taux d'avancement égaux dans tous les collèges,
  - dans l'immédiat, afin de rattraper les pertes de pouvoir d'achat des dernières années, un salaire minimum à 1600€ nets et 400€ d'augmentation pour tous.
- Un partage du temps de travail, sans perte de salaire et avec embauches équivalentes, par un retour à la retraite à 60 ans et la poursuite du processus de réduction collective du temps de travail. Car l'augmentation du temps de travail imposé ces dernières années conduit à plus de souffrance pour ceux qui travaillent, et plus de chômage pour les autres.
- Un management basé sur la confiance et non sur le flicage, et la mise en place de procédures de médiation indépendante des directions en cas de conflit entre un salarié et sa hiérarchie ;

Plus que jamais, les salariés ont besoin d'un syndicalisme de combat, indépendant des directions, qui se bat dans leurs intérêts et dans celui des usagers.

Un syndicalisme qui ne se satisfait pas de signer des accords qui conduisent à une régression sociale, dans l'espoir d'éviter le pire.
Un syndicalisme qui parie sur la capacité des salariés à se mobiliser pour construire un rapport de force à la hauteur des enjeux, et qui aide à cette mobilisation. Le gros conflit de 2009 nous a montré que c'était possible, SUD Energie a été à la pointe de la mobilisation dans plusieurs sites.

Les Directions usent de tous les moyens pour nous empêcher de nous développer :

procès, signature d'accords qui conduisent à nous donner des moyens dérisoires, sans commune mesure avec les syndicats représentatifs au niveau national, refus de nous transmettre les informations.
Mais cela n'est pas suffisant pour endiguer notre progression.

Ces élections sont pour chacun d'entre vous l'occasion de vous exprimer sur les choix de société et sur les formes de syndicalisme que vous souhaitez.